



# Revue de presse *audiovisuelle*

---

## Journaux et invités du matin

Lundi 18 juin 2007

### COMMENTAIRES-REPORTAGES

---

- Les résultats des élections législatives de 2007
- La situation au Parti socialiste

---

### LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

- |               |              |      |
|---------------|--------------|------|
| • R. Bachelot | France Inter | 8h20 |
| • E. Besson   | RMC Info     | 8h35 |

---

### INVITÉS POLITIQUES

- |                      |          |      |
|----------------------|----------|------|
| • P. Devedjian (UMP) | France 2 | 7h50 |
| • J.-F. Copé (UMP)   | RTL      | 8h35 |
| • J.-M. Ayrault (PS) | RTL      | 7h50 |

## COMMENTAIRES-REPORTAGES

---

### Les résultats des élections législatives de 2007

**Europe 1  
7h00  
H.  
Fontanaud**

**M. You :** Plusieurs questions se posent à l'issue de ces législatives, ce matin. D'abord, comment peut-on expliquer un tel retournement de tendance en une semaine ?

**Commentaire de H. Fontanaud :** Cela ne s'explique en tout cas pas par une remontée de la participation, puisque l'abstention se situe autour de 40 %, comme au premier tour, mais ce ne sont pas visiblement les mêmes électeurs qui sont allés voter. Les électeurs de gauche et du MoDem se sont sans doute davantage mobilisés pour endiguer la vague bleue UMP promise à l'Assemblée, et ceux de droite se sont sans doute démobilisés tant la victoire annoncée semblait inéluctable. Et puis, il y a eu la gestion malheureuse du débat sur la TVA sociale par le Gouvernement ; cela a joué, sans aucun doute, un rôle important. Rappelons que la semaine dernière, un sondage publié indiquait que 60 % des Français y étaient opposés.

**M. You :** Peut-on dire que c'est le premier coup dur politique pour le couple Sarkozy-Fillon ?

**H. Fontanaud :** Six semaines seulement après l'élection de N. Sarkozy, les électeurs lui adressent un sérieux rappel à l'ordre. Ce n'est pas dramatique, la droite obtient sans difficulté la majorité absolue à l'Assemblée mais elle perd quand même une quarantaine de sièges par rapport à 2002, dont celui de la deuxième circonscription de la Gironde, qui a fait chuté A. Juppé, numéro 2 du Gouvernement. Cela complique la tâche du chef de l'Etat et de F. Fillon, qui doivent compléter le Gouvernement cette semaine.

**M. You :** Peut-on trouver quelqu'un pour succéder à A. Juppé ?

**H. Fontanaud :** Cela va être difficile. Pour l'instant, on n'en sait rien, des hypothèses circulent, comme J.-L. Borloo par exemple. Il faut rappeler qu'A. Juppé était le symbole de la réconciliation entre chiraquiens et sarkozystes au Gouvernement, c'était un poids lourd, une prise de guerre pour N. Sarkozy. Il était numéro 2, avec le titre de ministre d'Etat, chargé du dossier crucial de l'environnement. Donc, politiquement, c'est presque impossible de le remplacer. Donc, on dit que son ministère pourrait être redécoupé.

**M. You :** Est-ce que le sursaut de la gauche met un terme à la stratégie d'ouverture qui devait se poursuivre avec l'élargissement du Gouvernement ?

**H. Fontanaud :** Normalement, non. N. Sarkozy tient à sa politique d'ouverture, une dizaine de secrétaires d'Etat devraient faire leur entrée dès demain matin dans le gouvernement Fillon. A l'Elysée, on explique qu'ils ont été choisis sur un triple critère : ouverture, renouvellement et parité. N. Sarkozy devrait intervenir demain soir ou mercredi à la télévision pour expliquer ses choix.

**M. You :** Quelles conséquences politiques peut avoir la rupture entre S. Royal et F. Hollande ?

**H. Fontanaud :** Cela aura un impact politique, même si c'est difficile de savoir lequel tant les réglemets de comptes promettent de se multiplier au PS dans les semaines qui viennent. On va beaucoup parler cause de la défaite, rénovation. S. Royal, l'ex-candidate à la présidentielle, a perdu mais elle a su créer un élan à gauche. F. Hollande, le premier secrétaire en titre, a promis qu'il quitterait ses fonctions après les municipales de 2008, mais la pression monte. Hier soir, les proches de S. Royal ont demandé son départ et jugé normal qu'elle lui succède. Donc ils sont séparés dans la vie mais peut-être bientôt adversaires politiques. Il ne faut pas oublier ceux qui, comme M. Valls, en ont assez que la vie du PS tourne autour de S. Royal et F. Hollande. Et puis, il y a D. Strauss-Kahn, L. Fabius, B. Delanoë, renforcés hier soir, qui sont décidés à jouer leur propre partition.

**RTL**  
**7h00**  
**F. Antson**

**C. Hondelatte :** De son côté, le parti socialiste fait mieux que résister. La plupart de ses leaders en danger dimanche dernier sont passés, sans encombre, de D. Strauss-Kahn à A. Montebourg, en passant par J.-L. Bianco, L. Fabius, M. Valls, par exemple, qui retrouveront les bancs de l'Assemblée.

**E. Martichoux :** Illustration dans le Nord-Pas-de-Calais, où les socialistes ont retrouvé leurs couleurs, en récupérant des fiefs perdus.

**Commentaire de F. Antson :** Les militants des puissantes fédérations socialistes ont repris des couleurs dans le Nord. Tous les ténors du PS conservent leur siège, à l'image de M. Delebarre, qui était en difficulté à Dunkerque. J. Lang confirme son implantation à Boulogne ; à Roubaix, D. Baert fait chuter S. Kacet, intronisé candidat de la diversité pour l'UMP. Seul J. Mellick rate son retour à Béthune, dans cette région où, pour la première fois depuis le général de Gaulle, un Président de droite, N. Sarkozy était majoritaire. La gauche reprend donc la main et se paye même le luxe de détrôner l'opposant historique de M. Aubry à Lille, C. Decocq, battu par A. Cacheux.

*A. Cacheux : Bien entendu, c'est une surprise. Je crois qu'il y a un certain nombre d'électeurs du MoDem, même de l'UMP qui, quelque part, ont vu la perspective d'avoir 500 députés UMP comme étant quelque chose de nocif.*

La droite, qui s'impose dans ses fiefs traditionnels, devra se trouver un nouveau leader pour la conquête du beffroi lillois, où le PS obtient 60 % des suffrages. Enfin, même si le FN est affaibli partout ici, certains notables de gauche, dans l'ancien bassin minier, peuvent s'inquiéter du bon score de M. le Pen.

**RTL**  
**7h30**  
**J.-M. Terrier**

670 voix, voilà ce qui a manqué à A. Juppé pour gagner cette deuxième circonscription. Sa rivale, la socialiste M. Delaunay, gagne ce siège détenu par la droite depuis 1947. A la tribune, dans un des salons de l'hôtel de ville, A. Juppé, confirme.

*A. Juppé : Je présenterai au Président de la République et au Premier ministre ma démission des fonctions de ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durable. S'agissant de mon mandat municipal, je réunirai dans les prochains jours mon équipe municipale et nous déciderons ensemble de ce qu'il convient de faire.*

Quand on lui demande s'il a un dernier mot à adresser aux Bordelais, la réponse est plutôt évasive.

A. Juppé : *Pourquoi dernier ?*

Une démission gouvernementale que M. Delaunay elle-même ne cautionne pas.

M. Delaunay : *Je considérerais comme digne d'un homme d'Etat de ne pas confondre les enjeux.*

Après sa traversée du désert, suite à sa condamnation dans l'affaire des emplois fictifs à la mairie de Paris, c'est un nouveau coup dur pour celui qui est toujours, pour l'instant, maire de Bordeaux.

**RTL**  
**7h30**  
**P. Tejero**

Dans le Tarn, l'Aveyron, le Gers, le Lot, et surtout en Haute-Garonne, au total, six circonscriptions ont basculé à gauche. M. Malvy, le président socialiste du Conseil régional, jubile :

M. Malvy (pdt socialiste du Conseil régional) : *Je souhaiterais que la France ressemble à Midi-Pyrénées. Midi-Pyrénées fait mieux que résister, Midi-Pyrénées va de l'avant. Elle annonce par là, ce que peut être la reconquête du pouvoir par la gauche en France. Et un avertissement au Gouvernement, un avertissement à N. Sarkozy, et en même temps, un encouragement à la gauche pour sa reconstruction.*

**P. Tejero** : En Haute-Garonne, en gagnant les deux sièges qui étaient auparavant détenus par l'UMP, le PS réalise le grand chelem. La défaite du maire de Toulouse, et plus globalement, les confortables résultats réalisés sur les circonscriptions toulousaines, aiguïsent déjà les appétits pour partir à l'assaut du Capitole. Même s'il s'en défend, M. Malvy, est sur les rangs.

M. Malvy : *Celui qui sera désigné, celle ou celui, nous le soutiendrons tous. Puisque ce que nous voulons tous, c'est maintenant gagner la ville de Toulouse, c'est évident.*

**P. Tejero** : En tout cas hier soir, les résultats confirmaient les scores réalisés par S. Royal pour les présidentielles.

**Europe 1**  
**7h30**  
**J.-**  
**M. Thénard**  
**& C. Nay**

**N. Charbonneau** : La droite a gagné, elle a la majorité absolue au Parlement, la gauche a perdu, même si depuis hier soir, on pourrait presque penser que c'est l'inverse par moment. On parle beaucoup de la TVA sociale qui aurait eu un impact sur les résultats. Est-ce votre avis J.-M. Thénard ?

**Commentaire de J.-M. Thénard** : Oui, je pense que la TVA sociale a joué un rôle important. Les socialistes avaient insisté là-dessus, à raison ; pourquoi ? Parce que les Français ont de la mémoire. La TVA, c'est 1995, c'est un Premier ministre qui s'appelle A. Juppé et à peine J. Chirac est-il élu, qu'A. Juppé, Premier ministre, augmente la TVA de deux points, et cette TVA n'a jamais baissé, c'était le début d'une descente aux enfers pour A. Juppé. Et ça, les Français ne l'ont pas oublié, les socialistes ont joué là-dessus de façon, peut-être, parfois, un peu démagogique, en tous les cas, de façon préventive. Et le résultat, c'est que la droite a la majorité

absolue mais elle n'a pas eu autant de députés qu'elle l'espérait.

**N. Charbonneau :** Ce n'est pas le raz-de-marée... Vous, Catherine, vous n'êtes pas tout à fait d'accord, pour vous, la TVA sociale n'a pas eu ce rôle là...

**Commentaire de C. Nay :** Si, je suis d'accord parce que cette TVA a engendré une cacophonie gouvernementale insensée. C'est vrai qu'on avait peu débattu du sujet pendant la campagne, que N. Sarkozy l'avait juste esquissé dans un livre. Je dirais que c'est vrai que la gauche, grâce à la TVA sociale a sûrement gagné des voix, et cela a beaucoup marqué dans des circonscriptions très à gauche. On voit avec quels scores sont réélus les communistes, certains jusqu'à presque 70 % des voix ! En tout cas, ce qui a le plus marqué, qui a limité l'ampleur du succès de la droite, parce qu'on avait trop parlé "de "vague bleue", c'est l'abstention de la droite : elle n'est pas allée voter. On voit le cas de députés réélus ou battus à 50 % et epsilon des voix, se comptent par dizaines et d'ailleurs, le cas le plus emblématique est celui d'A. Juppé.

**N. Charbonneau :** Justement, qu'est-ce qui s'est passé pour A. Juppé ?

**J.-M. Thénard :** Je pense qu'A. Juppé, malheureusement, c'est les mauvais souvenirs de la droite pour les Français. Il n'a pas réussi à changer cette image. Je dirais que c'est un défaut de rupture pour N. Sarkozy, c'est-à-dire que N. Sarkozy a joué la rupture mais Juppé ne symbolisait pas la rupture, Juppé symbolisait, d'une certaine façon, la continuité voire la restauration chiraquienne...

**N. Charbonneau :** Même à vélo ?

**J.-M. Thénard :** Même à vélo, même s'il est allé au Canada pour prendre l'air, même s'il a changé, même s'il est intéressé par d'autres sujets, il ne symbolisait pas la rupture, il l'a payé.

**C. Nay :** Il est l'illustration d'un destin politique très souvent contrarié. En tous les cas, ce qui est terrible pour lui, c'est qu'il y avait onze ministres qui se présentaient, il est le seul battu, et c'est vrai qu'il devient le symbole pour N. Sarkozy, c'est-à-dire qu'on voit tous les ténors socialistes réélus - sauf Chevènement - et que lui, il est le numéro 2 du Gouvernement et on avait concocté pour lui un gros ministère, avec un périmètre très élargi sur le développement durable, l'écologie... C'est très rude pour un homme qui n'a quand même pas démérité, il faut quand même voir ce qu'il a fait à Bordeaux.

**N. Charbonneau :** On nous annonçait un deuxième tour un peu ennuyeux, qui a été finalement assez riche en rebondissements. On apprend en cours de soirée que S. Royal a demandé à F. Hollande de quitter le domicile conjugal - c'est elle qui l'annonce - ; est-ce que cela change la donne ? On va y voir plus clair, finalement ?

**J.-M. Thénard :** Juppé, c'est un défaut de rupture ; Hollande/Royal, pour le coup, c'est LA rupture. D'une certaine façon, c'était un beau couple en politique, la politique use les couples et la vie use les couples. Cela va clarifier les choses au PS. Il faut se souvenir que M. Valls, par exemple, dimanche dernier, se plaignait que la vie du PS, voire la vie politique française, tournait autour de ce couple. Donc,

effectivement, il ne tournera plus autour de ce couple. Il faut saluer aussi une hypocrisie qu'on lève parce qu'il y a beaucoup de couples qui restent ensemble pour les enfants voire pour les électeurs. Là, pour le coup, les choses sont claires.

**C. Nay :** En tous les cas, cette rupture annoncée entérine tout à fait la thèse pourtant réfutée jusque-là par S. Royal, que c'est bien la déception amoureuse qui a fondé son ambition présidentielle et qui la pousse aujourd'hui à vider son compagnon du domicile conjugal et du poste de premier secrétaire - c'est ce qu'elle voudrait. En tous les cas, c'est la vengeance d'une femme.

**France Inter  
8h00  
P. Lefébure**

**E. Delvaux :** Ce projet de TVA sociale, c'est L. Fabius, le premier, qui avait demandé des précisions à J.-L. Borloo, au soir du premier tour ; une TVA qui a donc permis aux socialistes de se regrouper entre les deux tours.

**Commentaire de P. Lefébure :** Dans cette histoire, il y a un incendiaire, un pompier pyromane, et des secours pas franchement efficaces. L'incendiaire, c'est J.-L. Borloo. Sur un plateau de télé, au soir du premier tour, pressé de dire comment le Gouvernement va financer son paquet fiscal, le ministre de l'Economie lâche : "la TVA est une éventualité" ; le feu est parti. Le lendemain et le surlendemain, c'est le Premier ministre en personne qui avive les flammes, croyant les apaiser. Lundi, F. Fillon confirme ainsi que l'idée d'instaurer une TVA sociale fait bien partie des projets du Gouvernement, mais promet qu'il ne s'agit pas d'alourdir les impôts. Il le redit le lendemain sur France 2, mais reconnaît dans la foulée que la hausse de la TVA pourrait être de cinq points. Le PS ne rate pas l'occasion et appelle à voter contre la TVA à 24,6 %. Les contre-feux, au final, resteront inefficaces pour le Gouvernement. C'est le cas aussi bien des deux missions d'expertise confiées à J.-L. Borloo et à E. Besson que du communiqué jeudi soir de l'Elysée, qui précise que N. Sarkozy n'acceptera aucune réduction de pouvoir d'achat. Il est sans doute déjà trop tard.

**RTL  
8h00  
P. Joly**

**E. Martichoux :** Qui pour remplacer A. Juppé à ce poste très emblématique au Gouvernement ?

**Commentaire de P. Joly :** Là encore, c'est tout le problème. Il y avait A. Juppé et le reste du Gouvernement ; il était le numéro deux, le seul ministre d'Etat comme N. Sarkozy l'avait été dans le gouvernement Villepin, et il avait obtenu un ministère sur mesure, pour montrer l'importance que le Président accordait à l'environnement, un ministère de l'Ecologie, du Développement, de l'Aménagement durable, avec l'énergie, les transports en plus. Alors, on ne voit pas qui, dans la majorité en général et à l'UMP en particulier peut le remplacer, qui a le profil du poste et les épaules assez larges. La solution pourrait être d'aller chercher le plus emblématique des écologistes, celui qui a fait rentrer l'environnement dans la campagne, N. Hulot, mais encore faudrait-il qu'il accepte, et ce serait un de ces coups politiques qu'adore N. Sarkozy. Une manière aussi de redorer un blason subitement terni par la contre-performance UMP du deuxième tour, alors que tout lui sourit depuis six mois, parce que ce n'est pas la nomination d'une dizaine de nouveaux secrétaires d'Etat qui peut effacer le départ d'A. Juppé. Une nouvelle fois, N. Sarkozy va devoir compter sur lui-même. Il devrait s'exprimer à la télévision en milieu de semaine et tirer les enseignements de ces législatives, qui lui donnent une large majorité, mais pas les pleins pouvoirs qu'il

pouvait espérer ; l'occasion aussi de remettre le Gouvernement sur de bons rails.

**Europe 1**  
**8h00**  
**S. Place**

**V. Parizot :** L'autre grande surprise de la soirée est venue de Bordeaux, où A. Juppé a été battu dans la deuxième circonscription de Gironde, par la socialiste M. Delaunay. Le ministre de l'Ecologie applique donc la règle édictée par F. Fillon, il démissionne du Gouvernement, laissant même planer le doute sur son avenir à la mairie.

**Commentaire de S. Place :** Au sens propre comme au figuré, hier soir, c'est un coup de tonnerre qui a résonné dans le ciel bordelais. Peu de temps après l'annonce de la défaite d'A. Juppé, des trombes d'eau, de la grêle, de quoi encourager les supporters du maire à rentrer encore plus vite chez eux, et ceux de M. Delaunay à fêter cette victoire à l'abri, dans un pub...

Sylvain, 37 ans, (enseignant) : *Je reste intimement persuadé que personne n'a voté pour Delaunay mais bien contre Juppé. On peut quand même lui reprocher, au niveau local, d'avoir demandé à l'ancien maire, monsieur Martin, de démissionner, comme ça, uniquement parce qu'il revenait du Canada. Ce n'est pas le Dieu vivant non plus ! Moi, je suis très content que le maître tombe.*

Attendant la fin de l'orage, réfugié dans le même bar du centre de Bordeaux, Sébastien, 24 ans, ne partage pas du tout cette analyse. Pour cet ouvrier du bâtiment, les Bordelais se sont montrés très ingrats... Aujourd'hui, ici, tout le monde s'interroge sur les intentions locales de A. Juppé. Réélu confortablement maire à son retour du Québec, que va faire celui qui a si souvent répété son attachement à sa ville ?

**Europe 1**  
**8h00**  
**F. Namias**

**V. Parizot :** Dans l'immédiat, A. Juppé va présenter sa démission au Président, et du coup, N. Sarkozy et F. Fillon se retrouvent face à un casse-tête : qui pour le remplacer et, question subsidiaire, faut-il revoir l'architecture, la philosophie du Gouvernement ? Il est clair que le remaniement des prochains jours sera plus important que prévu.

**Commentaire de F. Namias :** Plus important et plus compliqué aussi. Il y avait une question à ne pas poser hier soir aux responsables de l'UMP : comment remplacer A. Juppé ? Un casse-tête, vous l'avez dit, un Rubik's cube politique pour N. Sarkozy. Ce ministère géant de l'environnement, c'était du sur mesure pour le maire de Bordeaux. Il se pourrait bien qu'il ne soit pas remplacé poste pour poste, le ministère pourrait être coupé en deux et perdrait sa qualification de ministre d'Etat. J.-L. Borloo aurait pu faire l'affaire mais certains, dans la majorité, réclament déjà sa tête pour avoir mis la TVA sociale sur le tapis.

**V. Parizot :** Est-ce ce scrutin remet en cause l'ouverture annoncée au centre et à gauche ?

**F. Namias :** Au centre non, au contraire, les ex-UDF qui ont quitté F. Bayrou ont obtenu de bons scores dans leurs circonscriptions, au moins l'un d'entre eux devrait rejoindre le Gouvernement. Pour la gauche, c'est différent, les socialistes seront plus nombreux que prévu à l'Assemblée, il y a moins de raison de leur faire de la place dans l'équipe de F. Fillon. Mais hier soir, officiellement, l'ouverture restait à

l'ordre du jour, "c'est un engagement du Président", a-t-on dit à l'Elysée. Le Président reçoit F. Fillon dans une heure pour parler de ce nouveau gouvernement. Hier soir, un de ses conseillers, d'assez mauvaise humeur, expliquait qu' "on n'avait pas fait ce qu'il fallait", la campagne d'entre deux tours n'aurait pas été bien menée par le Gouvernement. Le chef de l'Etat prend les choses en main, une interview télé est dans les tuyaux, *a priori* mercredi soir, peut-être dès demain.

## COMMENTAIRES-REPORTAGES

---

### La situation au Parti socialiste

**France Inter**  
**7h00**  
**F. Degois**

C'est une démarche totalement inédite en France à ce niveau de responsabilité. Samedi dernier, onze heures, Assemblée nationale : S. Royal a accepté de rendre publique sa séparation d'avec F. Hollande, son compagnon depuis vingt-cinq ans, et d'en expliquer longuement les raisons et son avenir politique sur l'antenne de France Inter. Pas facile pour quelqu'un qui a toujours refusé d'évoquer sa vie privée ; mais depuis quelques mois, le couple subit une pression énorme - rumeurs, témoignages anonymes, attaques de plus en plus virulentes dans le parti. Après la double campagne - présidentielle, législatives -, S. Royal aspire donc, dit-elle, "à une transparence totale". Mais elle veut maîtriser sa communication ; il y a l'interview exclusive accordée à Inter, mais l'information doit également paraître dans un livre dont la sortie est prévue mercredi. La fuite est inévitable. La machine s'emballe. Hier soir, sur les plateaux téléés, lorsque l'agence France Presse brise le silence en révélant l'information, la rupture annoncée en direct pollue la soirée électorale, immédiatement exploitée par ses adversaires au PS. Encore une fois, S. Royal prend un risque politique et personnel, dans une démarche de transparence à l'anglo-saxonne.



---

## LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

**R. Bachelot**  
**France Inter**  
**8h20**

**N. Demorand**

**La suite de ce 7/9h30 Spécial, avec madame la ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports. R. Bachelot, bonjour.**

Bonjour.

**Et bienvenue. Félicitations pour votre réélection dans la première circonscription de Maine et Loire...**

Merci.

**Résultat du scrutin : victoire nette pour vous ; vous l'emportez avec plus de 54 % des voix. Victoire pour l'UMP, également, hier, dans les urnes, mais peut-être pas aussi ample que vous auriez pu l'espérer. Etes-vous un peu déçue, ce matin, R. Bachelot ?**

Non, la victoire est très belle, elle est très ample. Elle permet à N. Sarkozy de mettre en œuvre son programme. Elle est finalement assez logique, avec le deuxième tour des élections présidentielles. Le premier tour était sans doute un peu erratique sur le plan des statistiques et finalement avec 60 % des voix, le mouvement obtenu par N. Sarkozy au premier et au deuxième tour des présidentielles, est raisonnablement amplifié.

**Donc, vous n'entendez pas ce que J.-M. Colombani, du quotidien Le Monde, disait tout à l'heure : l'avertissement qu'il y a dans ce scrutin, dans ce deuxième tour ?**

Je ne parlerai pas d'avertissement, je crois qu'au contraire le score est donc tout à fait bon, tout à fait conforme à ce qu'est la structuration de l'électorat. Il ne faut pas oublier que le deuxième tour de la présidentielle, c'était à 53,47 et que finalement, eh bien la Chambre, le Parlement sera conforme à ce qu'est la structuration de cet électorat.

**« Le oui, mais, des Français » titre Le Figaro, ce matin. R. Bachelot...**

C'est un oui.

**« Oui, mais ».**

Attendez...

**Il y a un gros « mais », quand même.**

Une majorité qui a 140 sièges de plus que l'opposition, ce n'est pas une petite victoire, c'est une très, très grande victoire. Mais, ce que je trouve extraordinaire, c'est que l'on fait une comparaison par rapport à ce qui était strictement des constructions de sondages, des constructions d'analystes...

**Prenons la chambre sortante, alors.**

J'ai même entendu, sur un de vos excellents confrères, un sondeur qui prédisait plus de 500 sièges pour l'UMP. Tout cela est évidemment de la calembredaine. Il ne faut pas oublier qu'en 2002, vous avez raison de faire la comparaison, en 2002, la gauche avait essuyé au niveau des présidentielles, non seulement un échec électoral, mais un échec moral, puisqu'elle n'était pas présente au deuxième tour. Là, il y a certes un échec électoral, mais madame Royal, même si elle a été très, très nettement battue, était au deuxième tour, elle avait un peu moins de 47 % des voix.

**Je vous le disais, R. Bachelot, le « oui mais » des Français, le « mais », le gros « mais » de ce deuxième tour, c'est tout de même la défaite d'A. Juppé à Bordeaux. Quelle est votre réaction à ce résultat là ?**

Je suis très triste, très, très triste, parce qu'A. Juppé est un homme politique majeur de notre pays. J'ai beaucoup admiré sa dignité hier, dans l'intervention qu'il a faite. C'est aussi un démocrate, il n'a pas essayé de plaider quoi que ce soit - le fait que cette défaite était une "petite défaite", le fait qu'il était en charge des questions d'écologie - il a tout de suite voulu remettre sa démission au président de la République.

**Elle est acquise, cette démission ?**

Oui, je le crois.

**Ça va déséquilibrer le Gouvernement. C'est tout de même le numéro 2 qui s'en va, R. Bachelot.**

Mais il sera remplacé. Voilà.

**Vous savez par qui ?**

Non.

**On ne sait toujours pas ?**

Et puis même si je le savais, je ne vous le dirais pas. Ce n'est pas de chance !

**Et pourquoi donc, R. Bachelot ?**

Parce que c'est...

**On est deux dans ce studio, avec quelques millions de personnes qui nous écoutent, on est entre nous !**

... Personne ne nous entend là, tout à fait... Ce sera au Premier ministre de faire cette déclaration, au président de la République.

**Combien de sièges vous a coûté la polémique sur la TVA sociale ?**

Je ne sais pas, mais je trouve que finalement cette polémique sur la TVA sociale, c'est presque la caricature de la vie politique française. Parce que, enfin, l'histoire de la TVA sociale est partie de la gauche, au départ. C'est une idée qui a été défendue dès 2005 par D. Strauss-Kahn, qui voulait ne rien s'interdire pour lutter contre les délocalisations, c'est-à-dire transférer une partie des cotisations sociales, donc d'augmenter le salaire net pour que finalement cette TVA puisse s'appliquer aux produits importés. Très certainement, si la gauche était arrivée au pouvoir, elle aurait mis la TVA sociale sur l'atelier de la réflexion, comme d'ailleurs un certain nombre de Partis socialistes en Europe...

### **C'est toujours sur l'atelier de la réflexion, la TVA sociale ou c'est repoussé aux Calendes ?**

L'atelier de la réflexion c'est de savoir : est-ce que la TVA sociale peut être mise en place sans toucher au pouvoir d'achat ? Et finalement, le Premier ministre a dit, de façon très claire, que si la TVA sociale avait le moindre impact sur le pouvoir d'achat, la TVA sociale ne serait pas mise en œuvre. Donc, il y a eu beaucoup d'hypocrisie de la gauche dans cette affaire, mais ma foi, elle a joué sa carte.

**Madame la ministre de la Santé, arrive très rapidement dans le débat, la question des franchises sur les soins, toujours dans le même but d'essayer de combler ou de ne pas aggraver, en tout cas, le déficit de la Sécurité sociale. Est-ce que vous ne redoutez pas que ça tangué très fortement sur ce sujet dont F. Hollande a dit qu'il expliquait aussi hier soir une partie du recul de l'UMP dans les urnes ?**

Pour l'instant, le premier chantier qui s'ouvre à moi, c'est le déficit annoncé des comptes de l'assurance maladie pour cette année. Il s'agit de trouver 900 millions d'économies, 900 millions d'euros d'économies. Les efforts seront également répartis, bien entendu, nous y travaillons avec l'ensemble des partenaires sociaux et j'écouterai sur ce sujet, avec beaucoup d'attention, ce que vont me dire les partenaires sociaux et ce que vont me dire, donc, globalement, les responsables de l'assurance maladie. Pour ce qui concerne les franchises, la question est à l'étude, rien n'est décidé, il faudra trouver de nouvelles ressources pour l'assurance maladie. Les dépenses de santé, la technicité, le vieillissement imposeront sans doute de nouvelles ressources, mais nous veillerons à ce que personne, et en tout cas pas les plus fragiles, ne soit touché.

**« Il faut responsabiliser les malades », a dit à plusieurs reprises N. Sarkozy, mais...**

Il faut responsabiliser les malades et les prescripteurs.

**Et les médecins... Mais, sont-ils irresponsables ? Le trou de la Sécu, c'est quand même pas que des malades imaginaires ou des hypochondriaques !**

Mais, bien entendu, mais nous observons effectivement certaines dérives, elles sont marginales, et nous savons bien, à travers ces comportements comme le nomadisme médical, le refus de voir remplacer telle ou telle spécialité par son générique beaucoup moins coûteux, nous savons bien que, marginalement, il y a

des comportements qui permettent de générer un certain nombre d'économies, sans qu'en aucun cas la qualité des soins ne soit touchée. Je suis, je le répète, la ministre de la qualité des soins. Chaque fois qu'il faudra choisir entre la qualité des soins et l'économie, c'est la qualité des soins qui l'emportera, mais il y a des fois où, vous l'avouerez, on peut aussi bien soigner en dépensant moins.

**Vous confirmez que le Gouvernement, R. Bachelot, va agir après ces élections qui n'ont pas donné, selon les projections que vous citiez tout à l'heure et que vous trouviez fantaisistes, une majorité et une vague bleue, disons le tsunami dont il a été question...**

C'est un argument qui a été largement employé par l'opposition...

**Voilà, le Gouvernement va-t-il agir avec la même célérité, avec la même force ou retenir un peu sa politique ?**

Non, le programme législatif est parfaitement cadré pour l'été. Les quatre grands chantiers sociaux du dialogue social : les conditions de travail, la sécurisation des parcours professionnels, l'égalité entre les hommes et les femmes, par exemple. Et puis le programme législatif est lui aussi parfaitement cadré. Une session extraordinaire, sans doute jusqu'au 3 ou 4 août et à nouveau une session extraordinaire à partir du 15 septembre.

**R. Bachelot, vous avez entendu l'entretien exclusif de S. Royal au micro de F. Degois. J'aimerais savoir comment, en tant que femme, que femme politique, vous avez reçu ce document, très singulier dans son ton et dans son fond ?**

D'abord, bravo à F. Degois, qui a fait un remarquable travail de journaliste, avec beaucoup de dignité. J'ai trouvé cette interview assez poignante. En tant que femme politique, j'ai tendance à ne pas vouloir commenter les choses de la vie privée car je veille jalousement à la mienne. Mais à partir du moment où madame Royal a ouvert la brèche, en s'exprimant, je suis triste, parce qu'il y avait beaucoup de chagrin, et puis d'un certain côté - excusez ces propos de midinette - mais le couple qu'elle représentait avec F. Hollande était le symbole qu'on pouvait être à deux à réussir sa carrière politique et faire mentir l'aphorisme de madame de Staël, qui voulait que la gloire pour une femme ne soit que le deuil éclatant du bonheur. Finalement c'est peut-être ça qui était en cause.

**Difficile de faire de la politique, quand on est une femme ?**

Sans doute plus difficile que pour un homme, certainement.

**Merci beaucoup d'avoir été avec nous, R. Bachelot, et donc beaucoup de travail dans les semaines qui viennent.**

Certainement !

**Et félicitations encore pour votre réélection.**

Merci.

**E. Besson**  
**RMC Info**  
**8h35**  
**J.-J. Bourdin**

**Vous n'êtes plus député de la Drôme.**

Non.

**Vous êtes ministre aujourd'hui, cela change. E. Besson, regardons très vite, il y a deux actualités, plusieurs actualités importantes évidemment. Nous allons beaucoup parler du résultat, notamment d'A. Juppé, de la majorité donnée au président de la République, des réformes en cours, la rupture entre S. Royal et F. Hollande. Vous connaissez bien le couple, Hollande-Royal, puisque vous l'avez fréquenté longtemps. Les difficultés de couple, de ce couple, auraient dues être révélées avant les présidentielles et les législatives ?**

Je ne sais pas, parce que je n'ai jamais voulu entrer, et je ne le veux pas davantage ce matin, dans les questions de vie privée de S. Royal et F. Hollande. Je pense qu'ils ont droit, comme tous les couples en France, au respect de leur vie privée. Donc, je ne sais pas ce qui devait ou ne devait pas être révélé. Ce que je sais, en revanche, c'est que, objectivement, je le dis de façon sobre et presque à regret, mais objectivement, les histoires au sein de leur couple, réelles ou prétendues, ont pesé sur le climat de la campagne présidentielle, et cela, c'est regrettable pour un grand parti moderne.

**Mais alors, est-ce que vous qui étiez au PS, lors de l'investiture de S. Royal, cela pesait-il à ce moment-là sur l'avenir du PS et sur la future présidentielle, déjà ?**

Bien évidemment. Le premier secrétaire, qui était F. Hollande, était dans une difficulté particulière, on l'a vu, par exemple, lors de la désignation interne ; c'était sa compagne. Il était soupçonné, à tort ou à raison, souvent à tort d'ailleurs, de vouloir privilégier une candidate parmi les trois candidats...

**Il n'a pas privilégié S. Royal, selon vous ?**

Je ne crois qu'il l'ait privilégiée. Il l'a protégée à certains moments, c'est une évidence, il a été un conseiller un peu spécial, si je peux dire, mais je ne crois pas qu'il l'ait privilégiée. Cela dit, S. Royal, elle-même, a utilisé ces éléments. Lorsqu'elle dit par exemple dans son livre : "Moi, je voulais me marier avec F. Hollande, mais c'est l'entourage de F. Hollande qui l'en a empêché", c'était singulier quand même. A cette époque-là, j'étais dans l'entourage de F. Hollande, je me souviens très bien de sa déclaration : "j'aimerais me marier avec lui en Polynésie". Vous imaginez bien que...

**Elle a menti ce jour-là, elle n'y pensait pas, c'était tactique ?**

Je ne dis pas qu'elle a menti, elle l'a probablement ressenti comme tel. Mais enfin, à l'époque, je peux vous dire que, aucun de ceux qui se trouvaient autour de F. Hollande, nous avons émis la moindre opinion sur le sujet. Voilà. Mais si vous le voulez bien...

**J'ai quand même une ou deux question...**

...quittons ce terrain.

**Non, non, non. Ici, je pose des questions, hein, bien ! Qui a été trompé ? Je ne parle pas, je pose volontairement la question : qui a été trompé ? Les Français ont-ils été trompés, parce que ce couple n'a pas révélé ses difficultés... ?**

Non, je...

**Non ? Oui ou non ?**

Non, non, je ne le crois absolument pas. Je n'étais pas partisan de S. Royal, vous le savez parfaitement, et un peu de monde le sait maintenant. Mais en même temps, si on revient en arrière, début janvier 2006, est-ce que S. Royal est extrêmement populaire, indépendamment de la question du premier secrétaire du PS et de son couple ? La réponse est oui. Je le ressentais dans ce qui était ma circonscription, et je le savais, je n'étais pas partisan, et en même temps, je mesurais sa popularité. Donc, on ne peut pas dire que, elle ne se soit pas imposée sur ce que les Français estimaient être, ses qualités propres.

**Oui, mais est-ce que le couple, ce sera ma dernière question, nous a trompé, en ne disant pas la réalité de leur relation ?**

Personnellement, je ne le crois pas. Je ne vois pas pourquoi un couple devrait faire état de ses difficultés éventuelles. Parce que, au demeurant, je vous répète que, et ce n'est pas de la langue de bois, je ne savais pas, j'entendais parler comme tout le monde, mais je ne savais pas ce qu'il en était. Au fond, pour dire les choses simplement, les questions de couple ne m'intéressaient pas. Mon désaccord avec S. Royal, était sur le rapport à la politique, le rapport au politique. Je n'étais pas convaincu par cette façon de faire de la politique. Mais je ne me suis jamais intéressé, et aujourd'hui encore, cela ne m'intéresse pas, à la question de savoir quelles étaient exactement les relations entre eux.

**Revenons maintenant sur les élections législatives et le second tour, le résultat définitif. Je vais vous lire ce que m'a écrit Edouard, ce matin : "Electeur de droite depuis toujours, français moyen, donc, bon contribuable, au sens large du terme, j'ai du mal à m'expliquer comment notre Président et son gouvernement actuel ont pu se faire piéger sur le sujet du jour, à savoir, la réforme de la TVA. Alors que la gauche n'avait à ce jour aucun programme ou argument susceptible de convaincre, de manière réaliste, une partie des électeurs, voilà que nos dirigeants actuels s'empêchent dans des explications et démonstrations contradictoires, dénuées de bon sens, à la veille du second tour des élections législatives". Et je voudrais ajouter à ce commentaire d'un auditeur, celui du député Y. Bur, député UMP, écoutons-le**

*Y. Bur : La TVA sociale, c'était une ânerie ! De mettre cela au débat, un dossier aussi compliqué, c'est sûr que ça créé une conséquence terrible ! Vous pouvez raconter, expliquer tout ce que voulez, mais dire aux gens qu'on va augmenter la TVA de 5 points et que les prix n'augmenteront pas, les Français ne sont pas stupides à ce point-là. C'est certainement une erreur politique évidemment ! Mais, on ne reformera pas la France en chantant ! C'est aussi cela finalement le signal de ce second tour des élections législatives. C'est fini les élections maintenant. Au boulot !*

**Voilà, député UMP du Bas-Rhin. Erreur, faute ? J'ai vu R. Dutreil, qui demande à J.-L. Borloo de s'expliquer.**

De s'expliquer, je ne sais pas. C'est à R. Dutreil de le dire. D'expliquer ce qu'est le projet, peut-être, sans doute ? Il appartient maintenant au président de la République et au Premier ministre, de confirmer ou pas, leur volonté que l'étude qu'ils nous ont confiée, à J.-L. Borloo et moi, soit poursuivie. Personnellement, j'imagine que cela le sera, parce que je ne vois pas pourquoi les élections qui viennent de se produire changeraient. Je ne me prononce pas sur le fait de savoir si la communication a été bien, moyennement ou rien du tout...

**Vous ne vous prononcez sur rien du tout alors ! Vous ne vous prononcez pas sur les difficultés de couple, vous ne vous prononcez pas sur les difficultés de communication au sein du Gouvernement...**

Avec votre autorisation, je vais en revanche me prononcer sur le fond.

**Allez-y.**

Il n'y a pas de grande surprise. Le président de la République, lorsqu'il était candidat, avait dit : "Je m'interroge sur l'opportunité de la TVA sociale. Elle a marché dans un certain nombre de pays - l'Allemagne, le Danemark -, elle n'a pas eu les conséquences que l'on craint, elle n'a pas provoqué d'augmentation des prix, et elle a été jugée globalement par les économistes comme une bonne façon de faire". Pourquoi ? Il faut financer notre protection sociale. Soit, on le fait sur le travail et sur les revenus du travail. Et tout le monde considère aujourd'hui, que ce serait rendre la France peu compétitive et envoyer des entreprises, inciter des entreprises, à se délocaliser. Soit, on le fait sur le capital, et on nous explique qu'à ce moment-là : le capital va aller à l'étranger. Il faut bien, si on veut maintenir un haut niveau de protection sociale, s'interroger sur ce que les experts appellent l'élargissement de l'assiette, autrement dit, ne pas financer simplement sur le salaire, notre protection sociale. Personnellement, je considère que, N. Sarkozy et F. Fillon ont eu raison d'ouvrir ce débat, de nous demander une étude, et en même temps...

**Mais alors, pourquoi...**

...ils n'ont pas tranché, rien n'est décidé.

**Alors pourquoi ce débat a-t-il rebondi entre les deux tours des législatives ?**

Parce que vous connaissez comme moi l'enchaînement des choses, et que, entre deux tours d'une élection législative, il est facile de monter les choses en épingle et de caricaturer. On a dit, en gros...

**Enfin, c'est F. Fillon qui a dit que cela pourrait augmenter de 5 points la TVA, il l'a dit à la télévision, à *France 2* !**

Oui, à titre d'hypothèse, ça peut être 1, 2, 3, 4, 5 points, cela peut être 0, en fonction de ce qui sera décidé. Mais ce qui est surtout évident, c'est que, le parti socialiste, c'est peut-être de bonne guerre, c'était son jeu cette semaine, en a fait un

cheval de bataille et pourquoi pas, a dit, en gros : si vous votez UMP, lundi matin la TVA augmente de 5 points. On est lundi matin...

**Oui, mais pouvez-vous concevoir que les Français n'ont peut-être pas envie d'une augmentation de la TVA ?**

D'abord, ils ont bien du mérite déjà à avoir compris ce dont il s'agit, puisque moi-même qui suis chargé de l'étude avec J.-L. Borloo, il me faudrait un peu de temps pour vous décrire très exactement ce que ce pourrait être. Et deuxièmement, vous dire qu'il y a quantité d'options. Donc, je pense simplement qu'on leur a fait peur, c'est de bonne guerre en compétition électorale, et cela a partiellement marché. Je ne crois pas personnellement, je ne cherche pas à esquiver, je ne crois pas personnellement que ce soit l'explication principale. Il y avait dimanche dernier, déjà 109 députés UMP élus, les commentateurs annonçaient une vague bleue, le parti socialiste, a utilisé l'expression, et même l'expression "tsunami". Il y a eu une remobilisation des électeurs de gauche, une abstention très forte. Et donc, cela a permis que la majorité soit moins forte qu'imaginé. Je rappelle quand même, parce que dans tous les commentaires que j'entends depuis ce matin, que le Gouvernement va disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale...

**On l'a dit.**

Sauf...je ne dis pas que vous ne l'avez pas dit. Mais on a l'impression que, parce que la victoire serait moindre qu'imaginée la semaine dernière, ce serait presque une défaite ou une semi victoire. Il faut être lucides. Il y a six mois, je le sais d'autant plus volontiers, le parti socialiste et les socialistes, pouvaient apparaître comme favoris de ce cycle élection présidentielle-élections législatives. A l'arrivée, c'est N. Sarkozy le président de la République, et l'UMP dispose de la majorité absolue, plus le Nouveau Centre.

**Bien sûr, bien sûr. Avec, juste une petite remarque, mais effectivement ce n'est pas le point essentiel, mais petite remarque quand même, c'est que le PS progresse, et que l'UMP baisse par rapport aux législatives de 2002.**

Bien évidemment. Mais 2002, et j'en étais, j'ai été réélu en 2002, L. Jospin avait été éliminé dès le premier tour de l'élection présidentielle, donc la comparaison ne vaut pas.



---

## INVITÉS POLITIQUES

**P. Devedjian  
(UMP)  
France 2  
7h50  
R. Sicard**

**La victoire de l'UMP est nette mais elle est moins importante que prévu...**

...Que prévu par les sondeurs, pas par nous.

**Que prévu aussi par l'UMP ?**

Non, pas du tout. Dimanche dernier, moi j'avais dit qu'il fallait être raisonnable et qu'on partait déjà d'un score très élevé, il ne fallait pas attendre la lune.

**Enfin, l'UMP est en recul par rapport à 2002, ça c'est net ?**

Oui mais 2002 était une situation exceptionnelle, elle est en progrès par rapport à 2004. Vous savez, en 2004, le tsunami a été plutôt du côté de la vague rose.

**C'était les élections régionales.**

Oui, 20 régions sur 22, on pouvait penser que la gauche continuerait sur cette tendance, pas du tout, pour la première fois, une majorité sortante, la nôtre, obtient la majorité absolue, même mieux que ça, elle obtient 52 sièges de plus que la majorité absolue. On ne va pas être tristes, vous savez.

**Donc, vous ne considérez pas qu'un avertissement a pu être lancé par les Français entre les deux tours ?**

On ne pouvait pas tout gagner, c'était vraiment dérisoire que de penser qu'on allait atteindre les scores que nous prédisaient les sondages et qui ne correspondaient à rien de réel. Il y a une gauche en France, il y a une droite, la droite est très largement majoritaire, le président de la République obtient le feu vert pour mettre en œuvre son projet, c'est formidable.

**Certains disent quand même ce matin que l'état de grâce dont a bénéficié N. Sarkozy après la présidentielle, cet état de grâce, ce n'est plus ce que c'était.**

Avec 52 députés de plus que la majorité absolue, ce ne serait pas l'état de grâce, ce ne serait pas une victoire ! C'est une très large victoire et surtout pour une majorité sortante, c'est extraordinaire. C'est ça le comble ! Le comble c'est qu'avec une victoire pareille, on est en train de faire le morose et de nous expliquer qu'on n'a pas vraiment gagné. Moi je souhaite à la gauche beaucoup de victoires comme cela. Je signe pour qu'elle en ait d'autres victoires comme ça, vous savez, des victoires dans lesquelles nous avons la majorité absolue, c'est fabuleux !

**Et pourtant on dit que N. Sarkozy hier soir n'était pas très satisfait du résultat. Vous l'avez eu au téléphone ?**

On dit, on dit, peu importe ce qu'on dit, vous savez. Bien sûr on nous a fait tellement rêver avec des choses extraordinaires, moi je pense quand même que là, autant les sondages avaient été pertinents au moment de l'élection présidentielle,

autant, au moment de l'élection législative, on est partis, quand même, dans des choses déraisonnables.

**Hier soir, R. Dutreil, l'ancien ministre des PME, disait que J.-L. Borloo devrait rendre des comptes après la polémique sur la TVA sociale. Est-ce que J.-L. Borloo selon vous, doit rendre des comptes ?**

D'abord, je vais vous dire : à l'intérieur de l'UMP - c'était N. Sarkozy qui avait institué ça - nous avons toujours eu l'habitude d'avoir des débats de fond et des débats contradictoires. Nous n'étions pas toujours d'accord sur tout et c'était bien comme ça et ça a même fait notre richesse. Et ce débat sur la TVA sociale, nous l'avons entamé avant même la campagne présidentielle et il a continué. Et c'est normal qu'il y ait une réflexion parce que, écoutez, le vrai problème ce sont les délocalisations, tout le monde cherche la solution pour éviter les délocalisations. La gauche elle-même a eu cette réflexion sur la TVA sociale et nous nous l'avons eu aussi. Pourquoi ? C'est interdit d'avoir une réflexion sur des problèmes aussi majeurs de la société française ?

**Mais est-ce que c'était le bon moment entre les deux tours ?**

Non mais là où c'était malicieux et malin même, mais pernicieux, c'était de faire croire que ça conduirait à une augmentation d'impôts, le président de la République a lui-même expliqué qu'il n'y aurait pas d'augmentation d'impôts, il a lui-même expliqué qu'il y aurait un maintien et un développement du pouvoir d'achat. Et d'ailleurs on va le voir, le démenti sur ce débat il va intervenir très vite, puisque le Gouvernement, dès le mois de juillet, met en œuvre des politiques pour revaloriser le pouvoir d'achat de ceux qui finalement, gagnent le moins dans notre société. Donc vraiment, c'était un truc électoral qui nous a sans doute fait un peu de mal, il n'y a pas de doute à cela, mais cela ne correspond absolument pas à la réalité.

**L'un des évènements de la soirée, c'est la défaite d'A. Juppé à Bordeaux. Quelle conséquence cela va-t-il avoir sur le Gouvernement ?**

La règle a été annoncée, c'est d'ailleurs une défaite navrante, parce qu'elle est injuste de ce point de vue là. Mais c'est ainsi, le corps électoral est parfois injuste. A. Juppé est quelqu'un qui a totalement rénové sa ville. Bordeaux était la belle endormie et au cours des années, A. Juppé a fait de Bordeaux une ville magnifique, il faut voir Bordeaux, je connais Bordeaux et j'admire vraiment le travail qu'a fait A. Juppé.

**Mais est-ce que le super ministère de l'Ecologie doit rester un super ministère, est-ce que le ministre de l'Ecologie doit rester ministre d'Etat ? Numéro 2 du Gouvernement ?**

Sur la question de l'Ecologie, des engagements ont été pris pendant la campagne électorale, notamment avec monsieur Hulot. De ce point de vue, la priorité donnée à l'écologie doit demeurer.

**Est-ce que l'ouverture à gauche et au centre doit se poursuivre, vous n'étiez pas très enthousiaste vous ?**

Moi je pense que, dès lors que l'on est d'accord sur le projet, c'est ça la question : est-ce qu'on est d'accord sur le projet du président de la République qui a été validé par 53 % des Français ? Si on est d'accord sur ce projet, alors tous ceux qui veulent concourir à sa mise en œuvre, pour relever notre pays sont les bienvenus, et évidemment à gauche aussi.

**Et hier soir S. Royal annonçait sa séparation d'avec F. Hollande, comment est-ce que vous réagissez ?**

Ce n'était vraiment pas de circonstance parce que vous savez, K. Marx disait "L'histoire se répète ; la première fois c'est une tragédie, la deuxième fois c'est une comédie". Moi j'ajouterais, la troisième fois, c'est un vaudeville.

**J.-F. Copé  
(UMP)**

**RTL**

**8h35**

**J.-M. Apatie**

**Bonjour, J.-F. Copé.**

Bonjour.

**314 candidats de l'UMP ont été élus dans la nouvelle Assemblée nationale. Souhaitez-vous toujours J.-F. Copé, ce matin, être le président du groupe UMP ?**

Si mes amis députés me font confiance, ce serait pour moi un grand honneur. Vous savez, la présidence du groupe, c'est une mission passionnante, difficile, mais qui a pour principal objectif, d'accompagner les grandes réformes pour lesquelles les Français ont élu N. Sarkozy. Et si je peux en être, ce sera pour moi, vraiment, avec beaucoup d'enthousiasme que je le ferais.

**Quelles mesures préconiserez-vous pour éviter l'absentéisme des députés, qui consterne tous ceux qui voient tous ces bancs vides à l'Assemblée nationale ?**

Ça va au-delà de la seule question de l'absentéisme.

**Mais parlons de celle là... L'absentéisme.**

Ça va au-delà, c'est à dire que si les députés sont très présents aux commissions, et un peu moins dans l'hémicycle, c'est probablement parce que la manière dont on débat de la loi, à certains égards, est un peu démotivante. Et donc je crois que ce qu'il y a derrière, c'est comment faire en sorte que chaque député qui le souhaite, au-delà de ses propres contraintes de mandat, se sente plus impliqué dans le processus.

**Pour l'instant, ce n'est pas terrible ?**

Mais c'est vrai aussi...

**Ça ne fonctionne pas très bien.**

... Les temps ont changé. Moi je suis, pour ce qui me concerne, très partisan de regarder ce qui se passe dans les autres pays. C'est d'ailleurs la mission que m'a confiée F. Fillon, et je constate que dans d'autres parlements, il y a des manières d'impliquer plus de députés, notamment dans la fonction de contrôle de ce qu'on appelle l'efficacité publique, de l'efficacité gouvernementale. C'est une tâche passionnante, sur laquelle, l'une de mes premières initiatives, ce serait de proposer justement qu'on travaille ensemble sur cette question, pour faire des propositions très concrètes au Premier ministre.

**L'UMP a remporté les élections législatives, mais la tendance du premier tour n'a pas été confirmée au second. Pourquoi J.-F. Copé ?**

D'abord, je crois qu'il faut voir les choses telles qu'elles sont. C'est-à-dire, c'est vrai que les résultats sont un peu en-dessous des projections, mais enfin, la majorité...

**En dessous de ce que l'on a vu au premier tour ? C'est-à-dire beaucoup de**

**mobilisation dans l'électorat de droite, qui s'est moins mobilisé au deuxième tour.**

Oui, mais je rappelle quand même qu'un premier et un deuxième tour, c'est-à-dire que les gens doivent venir voter. Les deux fois. Si les choses ont été un peu en dessous des projections qui étaient celles qu'on pouvait voir du premier tour, il n'en reste pas moins qu'on a une majorité absolue.

**C'est incontestable.**

Oui, mais c'est important de le rappeler...

**Pourquoi, ça s'est modifié entre les deux tours ?**

Je ne suis pas sûr de savoir expliquer ça, parce qu'il faut regarder dans le détail. J'ai bien vu quelques éléments dont je vais vous parler, mais je voudrais quand même d'abord dire une chose qui à mes yeux, est fondamentale, c'est que les Français ont montré une très grande cohérence dans leur choix. Ils avaient élu N. Sarkozy de manière très claire le 6 mai, ils lui ont donné une majorité très claire. Donc il faut quand même relativiser ce qu'on peut entendre ici ou là.

**L'UMP a gagné.. On est d'accord.**

Ce n'est pas neutre... C'est très important.

**Pourquoi cette modification tendance ?...**

Je ne peux pas répondre aujourd'hui à cette question. J'ai bien entendu ce qui était dit ici ou là, la fameuse affaire de la TVA sociale.

**Vous y croyez ?**

Moi, je demande à voir. Ce que je sais en tout cas, c'est que le PS a utilisé une bonne vieille ficelle tactique qu'on connaît bien, qui consiste à caricaturer un peu le truc. Donc, qu'est-ce qu'il s'est passé ? On a fait croire aux Français que la TVA sociale, ça voulait dire augmentation brutale de TVA. Non, c'est évidemment pas comme ça que ça marche. C'est un débat qu'ont de nombreux pays en Europe sur comment financer autrement la protection sociale. Ça consiste à baisser une cotisation et la compenser par la TVA. Donc, ce n'est pas du tout une augmentation d'impôt. Mais tel que ça a été présenté, ça a évidemment été anxiogène pour les Français. Et ça nous amène à une autre réalité, c'est que les lois de la politique sont éternelles, et face aux tentatives d'amalgame de l'opposition - d'ailleurs c'est de bonne guerre, je pense qu'on aurait vu pareil de la situation du PS - eh bien, il faut être fort sur ses positions, bien expliquer les choses, voilà. A retenir.

**J.-L. Borloo a-t-il fait une faute, J.-F. Copé ?**

Je ne sais pas si c'est plus tel ou tel. Moi je pense qu'en tout cas, ça doit être médité...

**Ma question, c'est J.-L. Borloo ?**

Non, pourquoi lui spécialement ? Tout le monde en a parlé.

**Dimanche soir, c'est lui qui l'a dit.**

Ce n'est pas mon genre ça. Je m'excuse, mais dans la vie, il faut assumer collectivement les choses telles qu'elles sont. Donc, voilà la TVA sociale, on en a parlé dans la campagne présidentielle. Je dis simplement...

**Un des députés qui sera dans le groupe que vous voulez présider, dit : "J.-L. Borloo doit s'expliquer".**

Oui, je l'ai entendu, mais enfin, c'est très bien, j'ai bien entendu ça. Mais enfin attendez...

**Puisque vous êtes président du groupe...**

Vous voulez que je vous dise, M. Apathie, le premier qui doit s'expliquer, c'est L. Fabius puisque c'est lui qui a lancé l'affaire. Or, moi, L. Fabius, je le connais bien. C'est quelqu'un qui connaît bien les lois de l'économie, qui est un remarquable et compétent expert de tout cela. Il a fait un amalgame politicien. Ca a marché pour huit jours ; seulement, l'essentiel, c'est de savoir si vraiment au fond de lui-même, il ne trouve pas intéressant de lutter contre les délocalisations. Or, la TVA sociale, c'est un outil de délocalisation.

**C'est la faute à L. Fabius !**

Je ne sais pas si c'est lui le coupable. J.-M. Apathie, allons jusqu'au bout des choses : s'expliquer ça veut dire quoi ? Ca veut dire que la Gauche, moi mon rêve, c'est qu'elle sorte de cette ambiguïté qui consiste à ne jamais rien proposer et juste à critiquer en pensant que c'est ainsi qu'elle se modernisera. La TVA sociale a été mise en oeuvre par des Partis socialistes dans d'autres pays d'Europe. C'est quand même hallucinant que le PS français ne soit pas dans ça.

**A. Juppé a été battu. Il ne sera plus ministre. Est-ce un coup dur pour la Majorité ?**

Oui. En plus, A. Juppé - j'entendais d'ailleurs les réactions d'un certain nombre de mes amis - moi vous savez que je suis très, très ami avec lui depuis longtemps. J'ai eu beaucoup de peine pour lui. Beaucoup.

**Est-ce un coup dur, politiquement ?**

C'est un coup dur ! C'est triste parce que c'est surtout quelqu'un qui est très important dans notre équipe gouvernementale, majoritaire. C'est une personnalité remarquable. Il a annoncé sa démission du gouvernement. C'est aussi, je crois, aussi dommage pour la France parce que je crois que c'est quelqu'un qui peut apporter beaucoup et qui aurait, à l'évidence, apporté beaucoup dans les fonctions que N. Sarkozy lui a confiées.

**On peut revenir sur cette règle. C'était F. Fillon qui la disait : "si vous êtes battu, vous n'êtes pas ministre". Il faut revenir sur cette règle, J.-F. Copé ?**

Je crois que là, les Français ne le comprendraient pas.

**Par qui on peut remplacer A. Juppé ? Par qui vous devez remplacer A. Juppé ?**

C'est pas à moi de vous le dire. C'est vraiment de la responsabilité du Président et du Premier ministre.

**Il est remplaçable ou il est irremplaçable dans le grand poste qui était le sien ?**

Franchement, pardon ! Mais c'est vraiment de la responsabilité du Président et du Premier ministre. Ce qu'ils décideront sera bien. C'est difficile pour moi de commenter ça. Vous savez, c'est des choix. Il y a une architecture gouvernementale qui a été déterminée, qui correspond à un engagement présidentiel. Il me semble que dans cet esprit, c'est cohérent de le conserver. Bien sûr.

**Vous serez bientôt président, J.-F. Copé. Vous pourriez répondre ?**

... du groupe.

**Ah, du groupe ! j'avais compris...**

Si mes amis députés me font confiance, ce sera, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, un grand honneur pour moi.

**J.-F. Copé, qui sera bientôt président du groupe UMP, était l'invité de RTL.**

*C. Hondelatte : Ah ! il doit être au moins vingt-cinq fois président de plusieurs associations, comités... Non ?*

Non. N'exagérons rien... C'est bien, en tout cas je note que vous veillez sur moi avec beaucoup d'affection, l'un et l'autre.

**J.-M. Ayrault**  
**(PS)**  
**RTL**  
**7h50**  
**J.-M. Apatie**

**Bonjour, J.-M. Ayrault.**

Bonjour.

**180, 185, 187 députés socialistes - on fera les comptes après - ont été élus dans la nouvelle Assemblée nationale...**

Oui, c'est beaucoup plus que ce qu'on annonçait, c'est-à-dire qu'on pensait que le groupe socialiste serait écrasé...

**Je n'ai pas encore posé ma question !**

Eh bien, pardon !

**Excusez-moi. Souhaitez-vous être de nouveau leur président ?**

Ecoutez, moi je vais vous répondre la chose suivante. J'ai envie de poursuivre parce que j'ai contribué à ce que le groupe socialiste pendant cette dernière législative, dans des conditions difficiles, soit audible des Français, qu'il mène et qu'il gagne des batailles... Je pense au CPE, par exemple, et parce que nous avons aussi produit beaucoup, beaucoup de propositions qui étaient contenues d'ailleurs dans le projet socialiste, y compris dans le Pacte Présidentiel, qui sont venues de l'Assemblée nationale. On n'a pas fait que critiquer. Et puis, je sais aussi qu'il y a une demande très forte de renouvellement et notamment de générations. Donc, je vais donc discuter à évaluer et puis je déciderai ensuite.

**Attendez, excusez-moi, je ne comprends pas. Vous dites qu'il y a une demande très forte de renouvellement ; donc, vous ne serez pas candidat à la présidence du groupe socialiste ?**

J'ai dit que je verrai, parce que j'ai envie d'être au coeur de cette rénovation, parce que je sais que le groupe socialiste a été toujours en pointe dans cette rénovation, qu'il était souvent en avance parce qu'il conciliait à la fois la responsabilité. Etre dans l'Opposition, ce n'est jamais facile mais nous avons fait notre travail honnêtement. Je l'ai dit : nous avons été audibles. Nous avons gagné les batailles. Nous avons fait des propositions. Et puis, en même temps, moi j'ai veillé à la cohésion. Alors quoi qu'il arrive, je souhaite être utile.

**Ah, c'est pas très clair ! Alors, j'ai pas compris si vous étiez candidat ou pas ?**

Eh bien je verrai.

**Vous verrez quand ?**

Je verrai parce que je vais consulter et je verrai cette semaine.

**C'est demain que ça se fait !**

Ca se décide demain ou après-demain.

**Donc, vous le savez bien, J.-M. Ayrault. Vous le savez bien si vous avez envie**



**d'être candidat ou pas à votre succession ?**

J'ai dit que j'ai envie de poursuivre.

**Vous avez envie de poursuivre. D'accord !**

Mais je souhaite que les conditions soient réunies parce que je ne veux pas que la présidence du groupe socialiste soit l'utilisation revancharde de ceux qui veulent régler des comptes de la présidentielle, c'est-à-dire du passé. Je veux une présidence qui innove et qui respecte le mandat qui nous a été donné par nos électeurs, c'est-à-dire celui de la rénovation du Parti socialiste et de la Gauche.

**Donc, vous avez envie de faire cette rénovation à la tête du groupe socialiste...**

Quelle que soit la responsabilité, j'ai envie d'y être à la rénovation.

**Oui, et donc vous avez envie d'être président du groupe socialiste, c'est ça ?**

Tout ne se passera pas là, j'espère bien.

**Bon. Comment dirais-je ? Qui doit mener la rénovation pour le Parti socialiste ? F. Hollande qui en est le premier secrétaire ?**

Ecoutez, moi je pense qu'il faudra tenir un congrès et que ce congrès se prépare dès maintenant. Il ne faut pas perdre une minute pour la rénovation. Le mandat, il est très clair. Les électeurs qui ont voté pour nous, ils nous ont donné une nouvelle chance : être mieux défendus, être mieux protégés, mais aussi proposer, préparer l'avenir. Moi, ça fait cinq ans que je le dis. J'ai relu toutes mes interviewes depuis cinq ans, toute l'analyse de la société et que nous n'avons pas fait, nous n'avons pas été jusqu'au bout du diagnostic et des propositions d'une Gauche moderne, eh bien maintenant, il faut rattraper le temps perdu. On a sauvé les meubles ; mais maintenant, il faut rénover profondément la maison. Et ça commence maintenant. Maintenant. Maintenant, alors...

**Qui doit déterminer les thèmes ? Le calendrier de cette rénovation ? F. Hollande ?**

Il faut que F. Hollande qui est premier secrétaire, assume pleinement cette responsabilité. Il associe autour de lui le maximum de talents et ça, je crois que c'est très important. Il va falloir qu'il donne des signes. Il faut qu'il les donne dès aujourd'hui, en tout cas pour samedi, pour le Conseil national. Je le répète : il n'y a pas de temps à perdre parce que nous avons perdu beaucoup de temps depuis cinq ans. C'est sans doute une des raisons de notre échec, certainement. Nous n'étions pas prêts. Nous n'avions pas répondu à toutes les questions. Certaines, nous ne les avons pas arbitrées. Et donc, il va falloir discuter pas seulement entre nous, mais aussi avec les citoyens, avec la société, il faut qu'on soit ouvert. Mais avec les Européens. Je pense aux autres partis socialistes sociaux-démocrates...

**On appelle ça la démocratie participative.**

Non, non, non c'est plus que ça ! Vous savez, c'est aussi un travail intellectuel.

**C'est le nouveau concept.**

Eh bien oui, il faut revoir notre logiciel, il faut revoir notre doctrine de pensée, ça c'est clair.

**Certains demandaient la démission de F. Hollande à la tête du premier secrétariat. C'est pas votre cas, J.-M. Ayrault ?**

Moi, je ne suis pas pour qu'on démarre ce travail qui va être très exigeant par une crise parce que ça serait, je dirai une sorte de petit mini coup d'Etat qui ne réglerait rien. Il ne s'agit pas de changer les hommes ou des femmes, et de les mettre à la place des autres, il s'agit de faire un travail de fond. C'est ça qu'on attend de nous, sans casser le Parti socialiste parce qu'il est fragile.

**Est-ce une crise ? Est-ce un élément de fragilité du Parti socialiste que cette annonce faite hier de la séparation de F. Hollande et de S. Royal ?**

Je pense que c'est venu comme ça dans cette soirée électorale. Cela arrive à tout le monde.

**Vous le regrettez ?**

Non, mais c'est un fait. Voilà.

**Vous le regrettez ou pas ?**

Qu'est-ce que je regrette ?

**Cela a brouillé le relatif bon score des socialistes ?**

C'est sûr, mais en même temps comme ces relations s'étaient, semble-t-il, dégradées sur le plan personnel et qu'à l'évidence, avaient pris une tournure politique, j'espère que maintenant cette clarification mettra ce problème derrière nous, même si je pense que ça doit être dur pour eux et qu'en tout état de cause, en ce qui me concerne, je garde l'amitié pour l'un et l'autre.

**Vous, vous souteniez S. Royal. Vous l'avez soutenue activement pendant la campagne présidentielle. Mais avant, dans la campagne interne ?**

Oui, heureusement qu'il y en avaient qui la soutenaient sinon elle n'aurait pas été désignée. Et on n'aurait pas pu mener cette campagne.

**C'est elle, aujourd'hui, le chef du Parti socialiste ?**

Il fallait que tout le monde la soutienne, d'ailleurs, ça aurait été plus simple.

**C'est elle aujourd'hui le leader du Parti socialiste ?**

On ne se décrète pas leader du Parti socialiste. Moi, je ne donne de chèque en blanc à personne. Je vous dis toute cette exigence de travail intellectuel, politique, de relations avec la société et avec les Européens, la dimension internationale de

l'avenir du socialisme français, ça va demander énormément, énormément de travail. Et la désignation du leader, ça doit être l'aboutissement. C'est pas un préalable. On ne peut pas simplement dire : on change une personne, on en met une autre à la place, et on a réglé le problème.

**C'est un recul de votre part vis-à-vis de S. Royal, J.-M. Ayrault ?**

C'est une exigence d'efficacité et de réussite qui ne peut pas se faire simplement de façon artificielle avec la désignation d'une personne. Il faut que le travail de fond soit fait. C'est un très grand mandat qui nous a été donné par les Français. Il faut surtout lui être fidèle. Ça demande beaucoup de travail. Mais moi je pense que ce que S. Royal a acquis en capital de confiance, et je l'ai vue encore dans cette campagne législative, et moi je l'ai poussée à y participer, ça reste une force. On serait bien idiot de ne pas en tenir compte.

**Cette séparation entre S. Royal et F. Hollande, vous pensez qu'elle a des implications politiques, que désormais entre les deux, ça va être une forme de rivalités ?**

Je vous l'ai dit tout à l'heure ! Ah rivalité, je ne sais pas s'il va y avoir une rivalité. En tout cas, il y a une clarification qui s'est opérée. Sur le plan politique, elle est utile.

**En quoi ?**

Sur le plan humain, c'est autre chose.

**En quoi elle est utile sur le plan politique ?**

Parce que je l'ai bien vécue de près... Parfois, on se posait des questions : pourquoi il y avait des difficultés de rapports entre le parti, la candidate, etc. Il y avait des aspects humains qui jouaient, à l'évidence, mais ce n'est pas la seule raison des difficultés de la campagne, c'est que le Parti socialiste avait pris tellement de retard pour arbitrer sur toute une série de questions économiques, sociales, politiques que la candidate était souvent embarrassée pour répondre parce qu'on n'avait pas tranché. On a fait la synthèse au Mans. Bon, c'était très bien parce qu'on avait besoin de se rassembler après le référendum. Mais on a fait une synthèse qui allait du Centre Gauche à l'Extrême Gauche ; et il faut que le Parti socialiste s'assume pleinement comme un parti réformiste de Gauche sans avoir de complexes, sans toujours lorgner du côté des gauchistes et en étant soi-même, en étant ouvert en même temps, en étant moderne, fidèles à nos valeurs et si on fait comme ça, je pense qu'à ce moment-là, on repartira de l'avant et pas simplement pour faire reculer la vague bleue mais pour présenter une perspective de changement.

**J.-M. Ayrault qui, si j'ai bien compris, est candidat à la présidence du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. J'ai bien compris ?**

Oui.

**J'ai bien compris. Il était l'invité de RTL ce matin.**